

# L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 D La Source

● Zimbabwe  
Le régime  
raciste  
rhodésien  
est condamné !

Réunis en congrès

## Des juges contestent...



Déjà la semaine dernière, le palais de Justice avait été «troublé» par la manifestation des avocats parisiens contre l'extradition de K. Croissant. Chacun portait une pancarte avec le nom d'un avocat allemand poursuivi.

Spectacle insolite que celui du Palais de Justice, samedi et dimanche derniers. Dans une grande salle d'audience, ornée de dorures et de mauvaises allégories du début du siècle, près de 200 juges occupaient à la fois des bancs des avocats, des accusés, du public et les fauteuils des juges. Le dixième congrès de la Magistrature tenait ses travaux.

Insolite aussi par le contenu des débats : des juges contestent la justice, discutent de la légitimité de la violence, se solidarisent avec K. Croissant.

Le thème du débat était «l'enjeu judiciaire». Les syndiqués entendaient protester contre le fait que de plus en plus l'administration gouvernementale remplaçait les tribunaux. Mais le débat, les motions et les thèmes de réflexion furent de fait plus profonds, plus concrets, plus passionnants.

Première question : que faire si la gauche arrivait au pouvoir en 78 ? Beaucoup plus encore qu'au congrès précédent, le syndicat émis sa méfiance devant l'Union de la gauche. Il fut notamment dit dans le rapport : «N'oublions pas que le Programme commun n'est qu'un programme de gouvernement du pays et donc de l'Etat». Nous ajouterons, quant à nous, qu'il s'agit bien de gestion de l'Etat capitaliste. Comme on le voit, cette remarque est très clairvoyante d'autant

plus que le texte précise : «Notre constat, cette année, sur les développements de l'Etat (...) nous pousse à interroger la gauche sur sa volonté et surtout sur son pouvoir de changer cet Etat».

Seconde question : le terrorisme, l'affaire Klaus Croissant. L'affaire Klaus Croissant a beaucoup marqué le syndicat de la Magistrature n'a pas hésité à lancer ses forces dans la bataille. L'absence officielle du PCF et du PS dans ce combat (sauf quand l'extradition fut accomplie) permit aux juges de se faire une idée plus précise de ce qu'étaient les partis de gauche hués à juste titre au meeting de la semaine dernière.

Les juges se refusèrent à condamner toute forme de violence. Au contraire, certains rappelèrent la légitimité (et même la légalité) de la violence pour s'opposer à la tyrannie. Ils condamnèrent toutefois l'idéologie de la bande à Baader et leur violence coupée des masses.

Mais surtout, le congrès dénonça la campagne de répression des Etats français et allemands qui, sous prétexte de lutte antiterroriste, s'en prennent aux droits démocratiques les plus élémentaires, comme ce fut le cas pour l'extradition de Croissant, contraire au respect du droit d'asile politique.

## Après le meurtre d'un travailleur algérien par un agent de police :

# ARDENTE MANIFESTATION CONTRE LE RACISME !

Répondant à l'appel de nombreuses organisations antiracistes et politiques do.it nous avons publié la liste dans notre édition du 26-27 novembre, une manifestation ardente s'est déroulée samedi à partir de 15 h 30 dans le centre de Marseille.

La veille, l'Amicale des Algériens en Europe avait appelé à son tour au soutien de ce large mouvement.

Dès 15 h 30, un premier rassemblement se formait en plein cœur du quartier où habitent de nombreux travailleurs immigrés, originaires des pays du Maghreb. Des prises de paroles en arabe et en français alternaient pour inciter les passants à rejoindre le défilé. Puis un groupe compact se rendait en cortège par les rues de ce quartier jusqu'aux escaliers de la gare Saint-Charles. Là s'effectuait la jonction avec d'autres manifestants qui s'étaient rassemblés dès 16 h.

Un cortège de 1 500 à 2 500 personnes, s'enflant sans cesse de nouveaux participants, parcourut la Cannebière et le court-Bel-sunce en scandant les mots d'ordre qu'avaient fixés en commun les organisateurs :

«Inculpation du policier assassin !», «Flics, fascistes assassins !», «A bas les mesures Stoléro, non aux expulsions !», «Travailleurs Français, travailleurs immigrés, mêmes patrons, même combat !», etc.

Une fois de plus, quelques éléments trotskistes

tentèrent diverses provocations aussi bien pour prendre la tête du défilé alors qu'il était unitaire que pour inciter de manière stupide et infantile à marcher sur l'important service répressif mis en place par le gouvernement pour interdire l'accès du tronçon-sud de la Cannebière.

D'autres trotskistes prétendirent s'opposer à l'audition solennelle de l'hymne algérien «Kassamen» sous le prétexte imbécile que «c'était l'hymne de Boumédienne» (alors que c'est l'hymne né pendant la guerre de

(Suite page 3)

Le régime raciste de Yan Smith se débat dans d'inextricables difficultés : les colons blancs quittent le pays à un rythme accéléré et Yan Smith tente ces jours-ci une opération de sauvetage.

D'une part, il accepte à grand bruit le principe du suffrage universel et engage des pourparlers avec des «personnalités africaines modérées».

D'autre part, il lance une opération militaire d'envergure visant à détruire «le cœur de la lutte du peuple zimbabwe», c'est-à-dire le village de Caimoio à plus de 60 km à l'intérieur du Mozambique, où se trouverait l'un des principaux camps militaires de la ZANU, l'une des deux organisations constituant le Front patriotique.

Cette agression provoque d'ores et déjà de très vives réactions et, loin de diviser, affaiblir, voire même éliminer comme il l'espère le mouvement de Libération du peuple zimbawe, l'opération a au contraire toute chance de se retourner contre le régime raciste de Salisbury et de hâter sa fin inéluctable.

● Montpellier

## Victoire à MACOTEX

Depuis des mois, les ouvrières de cette petite usine de textile devaient faire deux jours de grève par mois pour être payées et encore: une fois ce fut avec un chèque sans provisions !

Depuis le 9 novembre, elles étaient en grève pour être payées à date fixe et avoir le chauffage dans les ateliers, et pour la réintégration des 3 délégués CGT (seul syndicat sur l'usine) que le patron avait licenciés au cours de la grève.

Le patron a accepté les deux premières revendications, mais les ouvrières n'ont accepté de reprendre qu'avec leurs camarades dont l'inspection du travail avait d'ailleurs refusé le licenciement :

C'est chose faite, et c'est donc un succès total !





## Matraquage idéologique

## Accouchée... consommez !

Toutes les femmes attendant un enfant sont soumises à un matraquage idéologique énorme. Il se fait de différentes manières, et a pour but de maintenir la femme dans un état de «bel objet» au service de son mari ; et également de la faire consommer au maximum.

Durant la grossesse, on vous dit, on vous écrit qu'il faut être belle, que c'est le plus beau moment de la vie d'une femme, etc. Mais tout cela à condition d'acheter la crème machin, la lotion truc et de vous habiller chez Prénatal ou Natalys, où la moindre robe vaut 200 ou 250 F.

## PRÉPARATION A L'ACCOUCHEMENT

Si vous suivez des cours de préparation à l'accouchement, (par ailleurs utiles s'ils sont bien faits), le matraquage continue. Une sage-femme ne craint pas d'affirmer que de nos jours, tous les enfants sont désirés ; à la grande surprise des femmes présentes et notamment d'une jeune femme de 17 ans mariée depuis huit mois ayant arrêté ses études à cause de sa grossesse. Elle nous dit aussi que l'allaitement maternel c'est bien pour l'enfant, mais que cela peut vous abîmer la poitrine et retarde le retour de couche.

Or, comme vous ne pouvez prendre de moyen contraceptif féminin avant le retour des règles, cela posera des problèmes, votre mari désirant des rapports sexuels mais ne voulant pas de contraceptifs masculins.

Quel discours ! La contraception, c'est le problème de la femme ; la maternité c'est bien, mais veillez à être toujours aussi «appétissante» !...

## APRES LA NAISSANCE

Quelques jours après la naissance de votre enfant, on frappe à la porte de votre chambre. C'est une femme. Elle se présente : «conseillère conjugale (c'est un hôpital d'avant-garde !) : elle vient vous faire parler de vos problèmes. De quels problèmes ? Des problèmes de communication dans le couple... qui n'ont évidemment rien à voir avec la vie de dingue que l'on mène dans cette société où le profit dirige tout et où il est impossible de mener une vie équilibrée.

Mais ce n'est pas tout. Dans cet hôpital, on vous apporte une bouteille de champagne, des catalogues, des boîtes d'échantillon (lait, couches...) cadeaux de la maison ! Les multiples trusts espèrent trouver un marché rentable dans la clientèle des maternités.

## UN CATALOGUE PARMIS D'AUTRES

Dans un seul catalogue : sept marques de couches différentes ; page 27, on vous explique qu'il ne faut pas mettre de chaussures avant qu'un enfant ne marche, et, page 28, on vous conseille naturellement d'acheter «les babybottes confort intelligent de deux mois à deux ans»... Même pas le moindre souci de cohérence dans toute cette publicité. On nous prend vraiment pour des imbéciles ! Mais on ne s'arrête pas aux laits, vêtements, sièges, biberons, etc. «pouvez-vous consacrer tout le temps dû à votre enfant ?» Non, bien sûr, alors achetez les machines à laver le linge et la vaisselle, le frigidaire Brandt... Enfin, pour vous distraire, faites le jeu des anagrammes. Des mots à trouver ? Baby-relax, Babyvéa...

Curieusement, toutes ces publicités, sont destinées à la mère. Pour le père, rien. C'est sûrement que l'on n'a pas encore pensé à la cravate-bavoir-facilite-lé-rot de bébé...  
Une lectrice

## Télévision

### Mercredi 22 h Emissions médicale d'Igor Barrère et Etienne Lalou

Cette émission sera consacrée à l'étude du cerveau, centre de commande indispensable à la pensée et aux gestes. De grands spécialistes en la matière, tel le professeur Lhermitte, neurologue, viendront expliquer l'état de nos connaissances. Ils feront le point sur ce que l'on sait des rapports entre la pensée et le langage puis sur le rôle des neuro-transmetteurs.

Les neuro-transmetteurs dont la découverte est relativement récente, sont des substances chimiques par l'intermédiaire desquelles les cellules nerveuses communiquent entre elles. Plusieurs ont pu être identifiées, voire synthétisées, et l'on a pu mettre en évidence leur carence dans certaines maladies et tenter alors d'y pallier. C'est ainsi qu'on est arrivé à soigner la maladie de Parkinson, les tremblements et la rigidité des mouvements qu'elle provoque, en introduisant dans l'organisme des précurseurs d'un neuro-transmetteur, la dopamine. On voit combien ces recherches qui touchent aux bases matérielles du fonctionnement du cerveau sont intéressantes.

## ● Tiers - monde

## La bataille pour un juste prix du café

Les vingt principaux pays producteurs de café se sont réunis le 14 novembre à Londres pour négocier une position commune sur les prix du café ; une proposition avancée par les pays producteurs de café d'Amérique latine en vue d'une révision des clauses de l'accord international sur le café signé en 1976 a bénéficié du soutien des pays producteurs d'Afrique et d'Asie. Le bureau exécutif (composé de producteurs et de consommateurs) de l'organisation internationale du café a accepté, à la réunion du 17 novembre, de soumettre à la discussion la demande des pays producteurs de café lors de la prochaine réunion du bureau qui aura lieu du 12 au 19 décembre au Brésil.

Dans une note adressée aux pays producteurs de café du tiers monde avant l'arrivée de leurs délégations à Londres les États-Unis, important consommateur de café, ont averti de façon menaçante que les participants à la réunion ne devaient pas s'opposer aux clauses de l'accord international sur le café de 1976. Cependant, dix pays producteurs de café moulu d'Amérique latine, au mépris des pressions américaines, ont tenu à la mi-novembre, une réunion pour réitérer leur résolution adoptée en octobre dernier au Salvador, qui appelle à cesser la vente de café pour une période indéterminée afin de défendre les prix.

Les pays consommateurs de café, avec les États-Unis à leur tête, ont depuis longtemps contrôlé les marchés internationaux du café et imposent des baisses de prix. En conséquence, le prix du café a flotté de 50 à 70 cents la livre, causant de grandes pertes aux producteurs. Du fait de la réduction considérable de la production de café au Brésil, le plus gros producteur et exportateur mondial, due au gel dans le 2<sup>e</sup> semestre de 1975, et à la chute des livraisons de café sur les marchés internationaux, les

prix ont rapidement grimpé pour atteindre le chiffre record de trois dollars la livre en mars dernier. Dans ces circonstances, les pays consommateurs de café ont depuis le début de cette année, pris diverses mesures, telles que la réduction des importations (celles de café vert importé ont baissé de 25 % cette année, le recours à des substituts du café et le stockage, dans la tentative de contrôler les marchés du café et de faire

baissé ses prix. Le prix du café a ainsi diminué de 57 % depuis mars dernier.

Dix pays latino-américains se sont réunis au Salvador en octobre dernier et ont décidé à l'unanimité de cesser immédiatement la vente de leur café moulu sur les marchés internationaux jusqu'à ce que les prix de ce café retrouvent un niveau raisonnable. De son côté, l'organisation interafricaine du café, comprenant

20 pays membres, a tenu sa 17<sup>e</sup> session à Kinshasa, fin octobre à début novembre, appelant ses membres à renforcer leur solidarité et à appliquer la recommandation de se retirer des marchés formulée par cette organisation lors de la réunion tenue à Abidjan le 27 juillet dernier. La session s'est aussi déclarée satisfaite de la décision prise par les pays latino-américains de quitter les marchés du café moulu.

## ● ONU

## Les mouvements de libération d'Azanie appellent à développer la lutte armée

La politique brutale de l'apartheid pratiquée par le régime raciste d'Afrique du Sud, a été violemment dénoncée par de nombreux pays du tiers monde à la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies. Mfanafuthi Johnstone Makatini, représentant du Congrès national africain

d'Afrique du Sud, a souligné que la lutte du peuple opprimé d'Afrique du Sud est maintenant entrée dans une étape décisive. Du fait des changements de la situation, a-t-il dit, les forces impérialistes recourent à de nouvelles méthodes pour maintenir leurs intérêts dans cette partie du monde en arborant de nouvelles bandières. Mais le peuple d'Afrique du Sud ne s'y est pas laissé prendre. Sa lutte a pour objectif le renversement du régime Vorster et la prise du pouvoir par le peuple.

David Sibeko, représen-

tant du Congrès panafricain d'Azanie, a déclaré que la non-violence dans la lutte pour la libération est périmée du fait que le régime Vorster accentue l'usage de la violence et de la répression pour préserver sa cruelle domination.

Les authentiques patriotes azaniens utiliseront maintenant la violence révolutionnaire du peuple contre la violence réactionnaire du colonialisme et de l'apartheid et ils sont prêts à mener une lutte totale pour détruire l'apartheid, a-t-il conclu.

## A NOS LECTEURS ET DIFFUSEURS

Camarades lecteurs et diffuseurs, l'Humanité rouge quotidien paraît sur 8 pages dans les éditions datées du vendredi à partir du 25 novembre. Dans ce numéro spécial, quatre pages seront consacrées à la bataille politique de 1978 menée par les marxistes-léninistes. Camarades, pour une plus ample diffusion de ce numéro spécial, passez vos commandes à l'administration : L'Humanité rouge BP 61 - 75861 - Paris Cédex 18

## ● Somalie

Le bulletin d'information des «Forces de libération Somalies» a publié à Mogadiscio, un article condamnant fermement l'URSS. Le bulletin dénonce notamment l'agression caractérisée de Moscou contre les mouvements de libération nationale. «Cette attitude devrait faire comprendre aux pays africains et au monde entier la futilité et les mensonges contenus dans les écrits prolifères des organes de presse soviétiques», poursuit le bulletin après avoir condamné

l'Agence Tass de ne publier que des informations «contraires à la vérité».

Évoquant ensuite la «doctrine Brejnev», qui a permis à Moscou d'annexer des îles japonaises et une partie du territoire de la Chine et d'intervenir en Europe de l'Est, le bulletin met en garde les pays africains contre l'application en Afrique de cette doctrine.

Enfin, le bulletin accuse Moscou de préserver l'injustice et le colonialisme et de pratiquer une politique opportuniste.

## Suite du voyage de Sadate en Israël

Le président Sadate a invité un certain nombre de pays arabes et Israël à venir discuter samedi prochain au Caire pour préparer la Conférence de Genève. Plusieurs pays arabes ont déjà refusé de participer à cette réunion notamment la Syrie, l'Algérie, l'Irak, la Lybie, le Sud Yémen. Ils s'approprient à se reconstruire le 1<sup>er</sup> décembre à Tripoli avec l'OLP pour examiner la situation suscitée par cette initiative du président Sadate. Le président Anouar El Sadate a encore une fois ignoré l'OLP dans son

discours de Samedi » a déclaré M Ezzedine Kalak, représentant de l'OLP à Paris. Il a indiqué que «toute négociation qui ne se ferait pas à partir de la reconnaissance de l'OLP était vouée à l'échec».

Interrogé sur l'attitude de l'OLP par rapport à l'invitation lancée par le chef de l'état égyptien, il a indiqué que «le comité exécutif de l'OLP allait se réunir incessamment et exposerait probablement sa position définitive lors du congrès arabe qui devrait se réunir au milieu de la semaine prochaine à Tripoli.

## QUINZAINE DE LA CHINE DU 26 NOVEMBRE AU 16 DÉCEMBRE à CHATEAUROUX

- exposition : «Images du peuple chinois» du 26 novembre au 10 décembre - Hall de la mairie
- artisanat : du 26 novembre au 10 décembre - ancienne mairie.
- films de Joris Ivens le 8-9-10-15-16 décembre - MJC de Belle-Isle.
- conférence de Alain BOUC le 13 décembre - MJC de Belle-Isle.

Organisée par le  
Comité de l'Indre des Amitiés franco-chinoises



## Pierrelatte : nouvelle fuite d'hexafluorure d'uranium

Une nouvelle fuite d'hexafluorure d'uranium, gaz corrosif et radioactif, s'est produite à l'usine de la Comurhex à Pierrelatte, vendredi matin. Le gaz s'est échappé pendant 45 minutes, plus longtemps encore que lors de l'accident du premier juillet. Les comités écologiques de la vallée du Rhône ont demandé la constitution d'une commission d'enquête et annoncent une manifestation pour le 3 décembre à Pierrelatte.

## Incendie du lycée Corneille Les vrais responsables

Les membres du comité pour la sécurité du lycée Corneille, ravagé par le feu dans la nuit de mardi à mercredi dernier, ont tenu samedi soir une réunion d'information. «Le vrai problème dans cette affaire, a déclaré le président, est que l'on ne peut pas laisser travailler des enfants et leurs professeurs dans des établissements dangereux».

M. Leroy, parent d'une des victimes du CES Édouard Pailleron, qui avait visité dans l'après-midi les débris a également indiqué qu'«en raison des gaz toxiques, et malgré l'efficacité des systèmes automatiques d'alerte, rien ne prouve que l'évacuation eut pu se faire sans victimes si l'établissement avait été occupé».

## 14e arr. à Paris

### Manifestation contre les expulsions

Vendredi, au lendemain de l'expulsion d'une vingtaine de personnes dans la partie du 14e, proche des rues de l'Ouest et Vercingétorix, le quartier était littéralement quadrillé par les flics ; on se serait cru sous l'occupation.

Mais la mobilisation était importante et plus d'un millier de personnes ont manifesté avenue du Maine, samedi après-midi. Les gendarmes-mobiles ont chargé avec une grande brutalité faisant plusieurs blessés.

Un photographe également blessé raconte : «J'ai vu une grenade exploser à trois mètres devant moi et j'ai été projeté en l'air par le souffle. A l'hôpital, on a constaté que plusieurs éclats métalliques s'étaient incrustés dans ma jambe».

## Après le meurtre d'un travailleur algérien par un agent de police :

# Ardente manifestation contre le racisme

(Suite de la page une)

Libération, l'hymne d'un million et demi de martyrs et donc du peuple algérien entier).

Les militants du service d'ordre du PCMLF parvinrent non sans peine à empêcher d'aboutir toutes ces manœuvres qui n'avaient rien à voir avec le caractère de protestation solennelle que devait revêtir cette manifestation.

A noter que devant la forte pression de sa base, et notamment des JC, le quotidien révisionniste «la Marseillaise» avait finalement publié une information annonçant la manifestation à laquelle s'étaient refusées de participer la fédération des Bouches-du-Rhône du PCF, l'Union départementale des syndicats CGT et aussi les dirigeants départementaux de la CFDT. Parmi les personnes qui conduisaient ce cortège de colère, d'indignation et de protestation, figuraient nos camarades Jurquet et Castan. On pouvait également remarquer la présence de dirigeants régionaux et locaux de l'Amicale des Algériens en Europe ainsi

que d'autres organisations arabes et maghrébines, notamment celle des marxistes-léninistes tunisiens.

Des militants responsables d'organisations immigrées ou antiracistes ou chrétiennes, et aussi du SGEN-CFDT, étaient également présents. Un portrait dessiné à la main, porté par deux manifestants, les précédait, représentant le visage du travailleur assassiné, Abdellaoui Abdelmajid.

Un drapeau algérien et de nombreuses banderoles dominaient la foule.

L'émotion reste très vive dans le grand port méditerranéen notamment parmi les très nombreuses familles de travailleurs immigrés qui constatent une fois encore que le gouvernement de la France couvre honteusement les actes racistes et criminels de ses propres policiers.

Les communistes marxistes-léninistes de France restent mobilisés et poursuivent une intense agitation propagande pour exiger l'inculpation du policier meur-

# La bourgeoisie nous attaque

• Martigues

## APRES LE PEN, LE MAIRE PCF LOMBARD TENTE DE FRAPPER NOTRE JOURNAL A SA CAISSE

Le procès intenté à deux de nos diffuseurs par le maire révisionniste de Martigues s'est déroulé devant le tribunal de simple police de Martigues, le 25 novembre dernier.

Lombard, cet élu du faux parti communiste, dont les origines sociales n'ont absolument rien de prolétarien, assignait par sa police municipale interposée, nos camarades Duverdier et Louchon, le premier cheminot (au plus bas de l'échelle) et le second modeste ouvrier.

C'était évidemment un procès politique, mais camouflé sous l'hypocrisie d'une inculpation basée sur 7 procès verbaux dressés par la police municipale aux ordres du maire révisionniste, pour prétendu «embarras de la voie publique».

Nos camarades ont contesté la version de l'agent de police, cité comme témoin, et produit des photographies du stand qu'ils édifient chaque dimanche sans que jamais quiconque ait eu à se plaindre d'un quelconque «embarras de la voie publique».

Leur défense, assurée par Maître Myrtho Bruschi, du Barreau de Marseille, s'est attachée à démontrer que les faits n'étaient pas vraiment établis.

Notre directeur politique, présent dans la salle, a sollicité son audition en tant que témoin, du fait qu'il a la responsabilité de notre journal pour l'ensemble de la France.

Malgré la volonté de refuser de l'entendre opposée par le tribunal, notre camarade a expliqué que sur 200 points de vente de l'Humanité rouge, Martigues était le seul où un maire ait cru devoir recourir à une plainte en justice. Il a souligné que le jugement prononcé ferait jurisprudence et risquerait de la sorte de porter un grave préjudice financier à notre journal et donc en définitive à la liberté de la presse et à la liberté d'opinion. Puis il a souligné encore la conjonc-

tion de fait de l'attaque à la caisse lancée par le maire de Martigues avec celle du président du Parti des forces fascistes, Le Pen, qui a fait condamner notre journal à 10 000 F et une seconde fois à 6 500 F. A ce moment de son intervention devant le tribunal, le commissaire de police de Martigues, assesseur devant ce tribunal et les agents présents dans la salle se sont mis à marmonner et à protester. M. Lombard avait à l'évidence le soutien des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur...

Le jugement a été remis au 24 février, sans doute parce que l'auditoire présent aurait mal accueilli une autre sentence que la relaxe pure et simple des deux inculpés.

• Lille

## NOTRE JOURNAL ATTAQUÉ EN DIFFAMATION

Le 15 décembre, notre journal passera de nouveau en procès. Il est clair que la suite de plaintes en justice dont nous sommes l'objet n'est pas une chaîne fatale de hasards malencontreux.

Les communistes marxistes-léninistes se développent, notre journal gagne chaque jour de l'audience, nous nous apprêtons à porter notre combat jusque sur le terrain des élections bourgeoises. Ce sont des signes inquiétants pour la bourgeoisie, le plus inquiétant étant de voir le renforcement de l'Humanité rouge dans les usines, les quartiers, les luttes quotidiennes.

Alors la bourgeoisie frappe à la caisse.

Cette fois-ci, c'est un procès en diffamation contre le dénommé Ali Dalboul que l'on nous intente. Nous avons le 21 septembre, repris à notre compte un communiqué du Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie (section de Lille). Le communiqué qualifiait cet individu d'agent du Destour,

parti unique tunisien, et décrivait ainsi son activité : « vols de papiers, et de passeports, passage à tabac, attaques à main armée, viols de domiciles, tentatives d'enlèvements et d'assassinat ». Ce monsieur Ali Dalboul n'a pas apprécié le contenu de ce communiqué.

Il s'en prend devant la justice à tous ceux qui ont publié le communiqué en question : notre journal, mais aussi Libération, Le Clampin libéré, (journal lillois), le Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie, le Comité de défense des étudiants étrangers et également l'Union générale des étudiants de Tunisie.

Nous saurons faire front. Nous appelons nos lecteurs à faire connaître cette affaire autour d'eux. Nous appelons plus que jamais nos lecteurs à souscrire à l'Humanité rouge. Rappelons qu'il nous faut 60 millions avant la fin de l'année, pour que Vive l'Humanité rouge, malgré les attaques de la bourgeoisie.

## Le racisme à la faculté de Vincennes

La faculté de Vincennes est la seule faculté de Paris à accepter les étudiants sans baccalauréat et salariés, comme aussi les étudiants étrangers. Mais le racisme et la discrimination à l'égard des immigrés, comme veut l'instaurer le ministre Stoléro, frappent aussi à Vincennes.

Cette année, la préfecture de Paris exige un niveau de ressources minimum du père ou du frère de l'étudiant qui est de 2 700 F par mois. Si on convertit cette somme en monnaie du pays, cela équivaut à des ressources de la haute bourgeoisie.

D'autre part, la préfecture exige pour délivrer les cartes de séjour, un certificat de 20 heures de cours par semaine en faculté. Or, c'est chose impossible, puisqu'on a un maximum de 18 heures de cours par semaine dans les facultés.

La carte d'étudiant à Vincennes est refusée, comme non-valable, pour avoir une carte de séjour. Cer-

tains ont été expulsés pour cette raison.

Plusieurs fois par semaine, au métro de la faculté, les flics contrôlent et embarquent les étrangers sans raison. Des étudiants français et immigrés ont dû aller une fois au commissariat faire sortir les étudiants arrêtés.

Le secrétariat d'État aux universités attribue des crédits aux facultés en fonction de la baisse du nombre d'étudiants étrangers.

A cette politique du gouvernement, vient se joindre l'activité du président de la faculté, Merlin, membre du Parti socialiste.

Il ferme, par exemple, les inscriptions avant la date prévue et annoncée. Les étudiants doivent alors fournir des dérogations pour s'inscrire, ce qui leur fait plus de papiers à trouver et à présenter. Certains qui n'avaient qu'un visa de tourisme et comptaient s'inscrire et régulariser leur situation, n'ont pas pu le faire et ont été expulsés.

Merlin a déclaré : «Ma fac ne sera pas une fac de collés au bac et d'étrangers, ils n'ont qu'à retourner dans leur pays». Cette déclaration publique en dit long... Merlin ne veut que 30 % d'étrangers à Vincennes, alors que la faculté en recevait en moyenne 45 %.

Il y a aussi des professeurs du PCF à Vincennes. Que font-ils ? Avec l'UNEF, les professeurs révisionnistes siègent au conseil de la faculté et ont voté les décisions de Merlin. D'autre part, ils dirigent des départements, tel anglo-américain et espagnol où en plus des tests de niveaux de langues, ils ont institué pour l'ensemble des étudiants, un test préalable de français, de haut niveau. On voit là encore qui est visé par ces professeurs de «gauche».

Tous ces faits ont suscité par mal de remous. Les étudiants ont créé un comité de défense. Ils tiennent des assemblées générales. Ils ont participé samedi 19 à la manifestation contre les mesures du ministre Stoléro, avec leur propre banderole. Article rédigé d'après des lecteurs de la faculté de Vincennes.

### MODIFICATION DANS LE NUMERO DE NOTRE CCP

La lettre D doit être ajoutée à notre numéro de CCP. Celui-ci devient donc 3022672 D la Source. Ne pas oublier donc, de porter cette lettre sur tous les chèques qui nous sont adressés.



## • Hospice général de Lille

### Une ville humaine (!)

### Un troisième âge heureux (!)

Voilà le titre donné à un article du «Métro» (revue municipale) sur l'hospice de Lille. Cet hospice est géré par le CHR où Mauroy est président de la commission.

#### LA RÉALITÉ

Des locaux datant du 18<sup>e</sup> siècle insalubres et tristes, où vivent 240 personnes. Plusieurs services ne disposent pas d'eau chaude. Au premier étage, pour deux services, (104 personnes) il n'y a que trois WC et pas de salle de bain.

#### UN MANQUE DE PERSONNEL ALARMANT

Pas le temps de discuter, ni de distraire les personnes âgées. Le personnel est obligé de «bousculer» les pensionnaires, pour qu'ils mangent plus vite ! Les soins élémentaires d'hygiène ne peuvent pas toujours être assurés.

Il n'y a pas d'infirmière en permanence dans l'hospice (quatre infirmières seulement pour l'établissement). Même chose pour le médecin de garde, qui se partage avec le CHR.

La surveillance est mal assurée la nuit. Après 18 h, une personne pour 45 malades dans le service des «petits mentaux». Pas de téléphone ni de sonnette d'alarme pour l'aide-soignant !

#### UNE FIN D'EXISTENCE INSUPPORTABLE !

La société capitaliste, non contente d'avoir exploité les vieux travailleurs tou-



Mauroy, maire PS de Lille, en visite chez des vieux - démagogie !

te leur vie, les parquent dans des hospices où ils sont enfermés et traités comme des enfants (punitions). Pour beaucoup, la télévision (le soir seulement) représente la seule distraction.

#### POUR DES CONDITIONS DE TRAVAIL MEILLEURES

Le personnel en a assez de ces conditions de travail désastreuses. Il réclame une augmentation immédiate des effectifs par embauche massive (pour doubler les effectifs).

Des pétitions ont été signées. Une délégation à la direction n'a rien donné si ce n'est des promesses vagues. Ces jours-ci, le personnel doit discuter des résultats de la réunion du Conseil régional (réunions pour «l'humanisation des hôpitaux»). Il

doit décider des suites à donner à l'action. Le personnel des hôpitaux a aussi appelé par tract la population lilloise à les soutenir.

#### LA NATURE DE LA GESTION «SOCIALISTE»

Voilà une preuve supplémentaire que la gestion «de gauche», avec ses grandes promesses et ses réformes, ne changent rien aux conditions de vie des travailleurs, jeunes et vieux. Ces travailleurs subissent toujours l'exploitation et l'oppression capitalistes.

Et ce n'est pas la restauration de l'hospice qui suffira à satisfaire les exigences du personnel et des pensionnaires. C'est par l'action, tous unis, qu'ils auront satisfaction.

Correspondant Lille

## • SNCF - Rennes

### Non à la suppression du 2<sup>e</sup> agent de conduite !

Le «Cheminot rouge» distribué le 23 novembre à Rennes, reproduit un article de «l'Aiguilleur», bulletin de la cellule Pierre Sémard du PCMLF (cellule des cheminots de Rennes).

Le deuxième agent de conduite va être supprimé ! Ne bassons pas les bras, posons le sac !

Un nouveau coup est porté à la filière-traction par la direction. Suite à la réunion du 22, le deuxième agent est supprimé. Bien entendu, la FGAAC (Fédération générale autonome des agents de conduite) a signé une fois de plus. Les crapules s'entendent bien entre elles, inutile de parler plus longtemps de ces traitres-là. Nos fédérations CGT et CFDT n'ont pas signé. Mais cela ne suffit pas. Aucune riposte immédiate

## Nantes : nettoyage des wagons

### SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS EN GREVE !

Depuis mardi 15 novembre, les 50 ouvriers, en majorité des femmes et des immigrés, de Laving-glass du chantier SNCF sont en grève, suite au licenciement de l'un d'eux ayant plus de trois ans d'ancienneté. Les grévistes organisés dans une section CFDT, récente mais très combative, et soutenus par les cheminots CFDT, luttent

n'est prévue. Il paraît que la journée nationale d'action du 1<sup>er</sup> décembre servira de riposte... Ce n'est pas comme cela que l'on gagnera. Une fois de plus, nous, communistes, affirmons le syndicat doit servir la base.

Nous ne voulons pas de ces suppressions de poste. Alors, prenons les moyens ! Exigeons de nos fédérations qu'elles agissent. Nous n'aurons rien avec des discours.

Posons le sac !

avec fermeté et résolution pour :

- la réintégration de leur camarade licencié

- l'annulation des menaces de licenciement qui pèsent sur certains d'entre eux dont deux délégués CFDT

- pour de meilleures conditions de travail (actuellement celles-ci sont intolérables)

- pour la liberté syndicale dans l'entreprise.

Ils occupent jour et nuit le local où se trouve leur matériel.

Un gala de solidarité est organisé ce mercredi 30 novembre au local CFDT des cheminots, rue Lourmel (près du stade Marcel Sain) à 20 h 30 avec la participation de la troupe Jean Rigolet (ex-troupe des Baignolles) de Nantes.

Pour le soutien, y compris financier, écrire à l'UL-CFDT de Nantes, 31 rue Lamoricière 44049 Nantes Cedex, avec la mention «Laving-glass en lutte».

## • Orsay (Essonne)

### LES HORS STATUT DE LA FACULTE D'ORSAY EN LUTTE POUR LEUR INTEGRATION GLOBALE SANS DECLASSEMENT NI PERTE DE SALAIRE

Les hors-statuts sont des personnels (surtout des ouvriers, techniciens et administratifs) employés par la Faculté ou par des laboratoires du CNRS (Centre national de la recherche scientifique) et payés sur des crédits destinés à d'autres usages (achat de matériel par exemple). Ces personnels ne sont donc pas officiellement des employés de l'Etat, ils sont «hors-statut», ce qui signifie pour eux instabilité d'emploi et pas de retraite correcte.

Depuis des années, ils se battent pour leur intégration comme personnels du SEU (Secrétariat d'Etat aux Universités) ou au CNRS.

Face à cette juste revendication, Alice Saunier-Séité sort de sa manche un «plan d'intégration». Mais que signifie ce plan pour les intéressés eux-mêmes, les hors-statuts ?

- D'abord, il prévoit de répartir l'intégration sur cinq ans, certains étant intégrés cette année, d'autres devant attendre quatre ans.

- Ensuite, et surtout, l'intégration (comme contractuel du CNRS ou de l'université) s'accompagne d'un déclasserment et d'une perte de salaire allant de 70 F à 1 100 F par mois, avec demande de remboursement d'un soi-disant trop-perçu de 10 mois, soit 700 Francs à 11 000 F !

- Enfin, la bourgeoisie prétend qu'elle offre en contre-partie la sécurité de l'emploi, alors que l'intégration se fait comme contractuel et non comme fonctionnaire.

lement, en s'appuyant sur un sentiment d'isolement et de découragement qu'ils ont eux-mêmes créé, les dirigeants de la CGT font voter les hors-statuts contre la grève prolongée.

Ainsi, en faisant voter contre la grève prolongée, les dirigeants CGT privent les hors-statuts de leur arme la plus efficace.

Mais depuis le 15 novembre, 25 hors-statuts ont décidé de se mettre en grève reconductible parce qu'après un mois et demi de lutte avec débrayages et actions ponctuelles, ils pensent que c'est la seule façon

- de faire une pression constante et efficace sur le SEU et le CNRS,

- d'organiser tous en commun les actions,

- d'obtenir un soutien actif des autres personnels du campus.

Mais aujourd'hui, les dirigeants CGT les traitent de diviseurs.

Les hors-statuts en lutte

Qui sont les diviseurs ?

En réalité, les dirigeants CGT font tout pour qu'un véritable débat sur la grève reconductible soit impossible. La CGT présente ainsi le choix aux hors-statuts : ou bien la grève (que la CGT présente à tort comme «illimitée»), ou bien les actions, alors qu'il est évident que les grévistes sont aussi pour les actions.

Autre argument avancé par les dirigeants CGT : pas de grève possible, car les hors-statuts ne sont pas soutenus. Or, cela est faux comme le montrent :

- les 200 personnes qui ont manifesté mardi 15 à l'appel de la CFDT,

- la mobilisation de certains bâtiments où des assemblées générales ont déclaré qu'elles étaient prêtes à soutenir une grève des hors-statuts.

- la décision concrète de soutien prise dans quelques laboratoires : versement de 1 % de salaire (ou d'une journée) pour alimenter la caisse de propagande des hors-statuts.

Alors qui sont les diviseurs ?

Ce sont bien les dirigeants CGT (membres du PCF) : ils font tout pour

décourager les hors-statuts et ils canalisent le mouvement vers les journées d'action sans lendemains. Les diviseurs ne sont en aucun cas les 25 hors-statuts qui poursuivent résolument leur grève pour l'intégration globale (de tous les hors-statuts en même temps, et non par tranches annuelles isolées) sans déclasserment ni perte de salaire.

Pourquoi cette attitude des dirigeants CGT ?

Ces dirigeants, fervents partisans du Programme commun et membres du PCF veulent à tout prix éviter que la faculté d'Orsay ne devienne un lieu de véritables luttes classe contre classe, ce qui pourrait ternir la réputation de son président, Monsieur Kahane, lui-même membre éminent du parti révisionniste.

Aussi, pour empêcher la lutte commune de l'ensemble du personnel, ils mettent en avant une théorie de soi-disant «convergence des luttes», théorie révisionniste qui signifie en clair : que chacun revendique dans son coin, sur des bases corporatives, la «convergence des luttes» devant être le vote en 1978 pour l'Union de la gauche.

Voilà pourquoi les marxistes-léninistes de la fac déclarent :

**NOUS DEVONS SOUTENIR LA LUTTE DE TOUS LES HORS-STATUTS !**

- en popularisant leur lutte autour de nous, et en venant leur témoigner notre soutien lors des assemblées générales.

- en organisant des initiatives de soutien matériel comme celles qui ont déjà été réalisées dans certains laboratoires.

- en mobilisant tout le personnel du campus et les étudiants, en particulier en encourageant les grèves de soutien reconductibles.

- en imposant la création d'un comité de soutien qui ne soit pas un cartel de formations politiques, ou syndicales, mais une organisation de masse dirigée par les hors-statuts eux-mêmes.

- en impulsant la création des hors-statuts sur la base de leur juste revendication d'intégration globale sans déclasserment ni perte de salaire.

Correspondant HR

Pour correspondre avec le journal Téléphonez au 202-18-29